

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,
Cher.es collègues,

La CGT Insertion Probation souhaite, par cette déclaration liminaire, porter à la connaissance de cette instance les conséquences de l'état de carence des ressources humaines qui frappe les SPIP et que nos tracts récents ont documenté service par service, poste par poste.

Ce constat, nous ne le dressons pas par principe d'opposition : il est celui des équipes, et du terrain. Partout, le même schéma se répète : des organigrammes de référence déjà sous-calibrés, et une réalité encore plus en deçà.

Ce n'est pas une difficulté passagère. C'est une politique assumée : non-ouverture de postes aux concours et aux mobilités, non-renouvellement des agents non titulaires, siphonnage des postes par l'expérimentation nationale de reprise des ESR à moyens constants.

Le sous-effectif chronique n'est pas une politique RH : c'est un renoncement. Dont les conséquences ne sont pas des abstractions budgétaires. Elles se paient :

☞ **En conditions de travail** : surcharge, épuisement, démissions, arrêts maladie, risques psychosociaux avérés — au point qu'une saisine de l'agent de prévention et de notre organisation syndicale a été nécessaire pour que la médecine de prévention engage un audit RPS à Villenaux ;

☞ **En missions du service public** : permanences POP du lundi au dimanche, enquêtes multipliées, ouverture des droits des personnes détenues compromise, accompagnement social et préparation à la sortie dégradés dans un contexte de surpopulation carcérale record ;

☞ **En sécurité juridique et en continuité** : turn-over quasi total sur certaines antennes, intérim de direction dans tous les sens, effectifs administratifs réduits à l'os alors même que les fonctions support et RH sont hyper sollicitées.

La CGT IP ne se contentera pas, en ce CSA, de relever une dernière fois le niveau des baisses d'effectifs. Nous exigeons :

- **A l'échelon inter régional, la mise en place sans délai d'organisations de service dégradées**, élaborées avec les équipes, avec des priorités réalistes et assumées par l'administration — ce n'est pas aux agents de porter seuls la responsabilité de décisions impossibles ;

- **Au niveau national, le comblement intégral des postes vacants** de tous les corps, conformément aux organigrammes de référence — qui sont eux-mêmes à recalibrer à la hauteur des besoins réels ; ainsi que **l'ouverture de postes à la prochaine campagne de mobilité et aux sorties d'école**, à la hauteur des besoins réels des services, et le renouvellement des agents non titulaires ;

Nous refusons le mercato de la pénurie qui se joue à chaque campagne de mobilité et qui touche tous les corps de personnels.

Nous refusons que l'épuisement des agents devienne une variable d'ajustement.

Nous refusons que la dégradation des conditions de travail devienne la norme, et que les agent-es en SPIP soient condamnés-es à faire toujours plus avec toujours moins pour satisfaire des commandes politiques intenable.

La CGT IP appellera cette instance à se prononcer sur ces questions.

Une administration qui refuse de combler ses postes ne peut pas demander aux personnels de compenser indéfiniment le manque de moyens.